

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 593 9 DECEMBRE 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

Bienheureux PIE IX :

« Mettez sur votre cœur une goutte du sang de Jésus et ne craignez rien »

EDITO

SOCIALISME-ESCLAVAGE

Nous avons dit et il faut répéter pour les inattentifs et les ignorants que le socialisme conduit à l'esclavage dans tous les domaines. Un exemple frappant vient de nous être mis sous les yeux. Les banques qui font de la gestion de portefeuilles sont maintenant obligées par la loi de poser une foule de questions à leurs clients ; elles sont absolument inutiles et non opérationnelles, mais chacun est obligé de se plier soit du côté de la banque soit du côté des clients à ces demandes aberrantes.

Le document tient en deux pages extrêmement serrées et l'on vous demande des descriptions tout à fait détaillées de votre personnalité et compris le niveau de vos études : c'est comme si le niveau des études jouait un rôle dans la gestion de votre portefeuille ! Ensuite vous devez détailler la source de vos revenus et l'évaluation de votre patrimoine. Bien évidemment il faut distinguer résidence principale et résidence secondaire avec leur valeur : les ignares qui ont bâti le document ne savent pas que la distinction de la résidence principale et de la résidence secondaire n'a pas de signification connue dans la langue française.

Tout cela a pour objectif avoué d'arriver à une certaine définition de votre politique de placement avec beaucoup de possibilités. L'on retrouve l'ignorance des rédacteurs du document, car que veut dire exactement l'expression « placement sans risque » ?

Tout le monde peut imaginer les risques fiscaux gigantesques que contiennent de tels documents et malgré l'indépendance théorique des banques.

Le pire dans tout cela est que les personnes qui présentent les documents à la signature des clients sont des personnes relativement évoluées et qui connaissent assez bien les problèmes financiers. Ils sont aveugles au point de croire que la loi correspondante à des bienfaits alors que toute loi positive n'a que des méfaits.

Enfin, les chefs socialistes qui font appliquer sous couvert de la loi cette tâche insipide nous volent notre temps et celui des banquiers, ceci pour leur propre satisfaction.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

FONCTION PUBLIQUE

Le Figaro, journal officiel de la Sarkozy, placarde un grand titre : « la culture générale chassée des concours de la fonction publique ». En effet il paraît que pour les autorités les concours de la fonction publique sont trop discriminatoires, comme si la discrimination n'était pas une nécessité dans toute organisation bien gérée.

L'on apprend avec effarement, dans le détail fourni par le journal, que l'année dernière près de 800 000 Français se sont présentés aux grilles de la fonction publique. Bien entendu, le journal se plaint de ce que les classes populaires et parmi elles les enfants d'immigrés ne sont pas assez représentés : en fait la suppression de la culture générale aura finalement pour résultat de diminuer les possibilités d'intégration de ces populations, c'est-à-dire le contraire de ce que l'on voudrait. Un ancien membre du jury du Sénat explique : « j'ai finalement demandé aux candidats aux postes d'accueil qui avait gagné Roland-Garros,

histoire de voir s'il suivait un peu l'actualité ». Décidément le Sénat ne conduit pas à un progrès dans l'intelligence car à quoi cela peut-il servir dans un poste d'accueil de savoir qui a gagné Roland-Garros ?

Il y aurait 3000 concours de la fonction publique : personne ne pourrait imaginer un tel fouillis.

Si l'État revenait à ses tâches essentielles et renonçait au socialisme, toutes les compétences qui sont demandées dans ces concours devraient être examinées par des organismes privés qui ne recruteraient pas par concours, mais simplement en discriminant logiquement les candidats, ce qui donnerait une chance à chacun suivant ses véritables compétences.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

SARKO ET SES TUYAUTERIES

Est-ce pour calmer les états d'âme d'un dirigeant politique ou pour organiser le plan de carrière d'un ministre, qu'un poste de ministre vient d'être créé ?

Pour l'efficacité, ainsi que par un souci d'économie, il nous avait été promis un gouvernement « resserré ». Or, la création d'un nouveau ministère a pour conséquence des dépenses supplémentaires : locaux, conseillers ministériels (dont le nombre ne devait pas dépasser 6 ou 7), voitures et chauffeurs, gardes du corps, déplacements, cortèges....

Aucun des ministres déjà en poste ne pouvaient donc faire l'affaire. Serait-ce la démonstration que la volonté et la détermination du chef ne préservent pas de l'incompétence de certains ? La volonté d'ouverture qui consiste à négliger les compétences de son camp pour quérir celles des opposants aurait-elle été sans bénéfice ?

Ce calcul peu glorieux ne résiste pas aux faits. Ces personnalités exfiltrées ne représentent plus qu'eux-mêmes, le résultat des élections partielles ne valide pas cette tactique. Pire, leur action gouvernementale infléchit la politique qui avait été promise pour nous séduire. Le buvard socialiste absorbe les promesses d'antan. M. Chavez a peut-être raison : « Bienvenue au Club ».

La détermination apparente se heurte également aux faits. La loi sur le droit au logement a été adoptée dans l'euphorie, mais en raison de la pénurie, l'état devra loger les demandeurs

dans des hôtels. Il fallait organiser l'accueil des enfants pendant les grèves des enseignements, mais de nombreuses communes n'appliquent pas la loi et l'état l'accepte.

En outre, « Le président de la république n'est pas étranger à ces contradictions notoires », car nous changeons de politique économique en effeuillant la marguerite (libéralisme, beaucoup, un peu, pas du tout) sous le prétexte de pragmatisme. Mais le pragmatisme n'empêche pas les convictions. Il doit s'exercer dans la tactique, pas dans la stratégie.

En définitive, les contribuables continuent de financer un gouvernement peu économe, une administration pléthorique, des grands-messes inefficaces, des dépenses d'apparat, des dons à des pays qui dilapident le fruit de notre travail.

Et la moindre tentative pour épargner nos contributions est abandonnée. L'idée de déduire les moins-values boursières n'était pas saugrenue. N'avons-nous pas été imposés dans les années précédentes sur les plus-values générées ? Quand la crise sera passée, il faudra bien faire appel aux Français pour restaurer nos entreprises, croyez-vous qu'ils se laisseront faire une nouvelle fois, sachant que « l'état partenaire » retirera un bénéfice, s'il existe, mais abandonnera les pertes aux seuls épargnants ?

Chronique de l'Association des Contribuables d'Aubagne

**Gabriel Lévy
09 décembre 2008.**

ET AUSSI

Bonjour,

Je partage entièrement votre point de vue. Mais que peut-on y faire concrètement ? Le choix de Sarkozy n'était-il pas meilleur que celui de Ségolène Royal ? Je crains que le courant d'idées que vous soutenez soit, hélas !, terriblement minoritaire.

Cordialement

Serge Douplitzky

ET ENCORE

Plus facile de critiquer que de construire! tous les analystes financiers que je connais estiment que le plan du président Sarkozy était la seule et unique voie à proposer!

Sincèrement vôtre,

Patrick Barbé

NDLR : Etre bon analyste financier est essentiel pour trouver et garder des clients. Cela n'empêche pas parfois de se tromper lourdement dans l'analyse des problèmes globaux de l'économie.

LE GRAND DUC DE LUXEMBOURG

Le Grand-Duc Henri, l'euthanasie et la démocratie-chrétienne



L'actualité concernant le Grand-Duché de Luxembourg et le refus du Grand-Duc d'apporter sa signature pour ratifier une loi autorisant l'euthanasie rappelle inévitablement le refus du Roi Baudouin d'apporter sa signature à la loi légalisant l'avortement en Belgique. Un sujet éthique parallèle. Une même attitude des monarques. Un identique lamentable contexte politique.

En effet, il faut souligner que dans un cas comme dans l'autre, le Premier ministre est démocrate-chrétien.

A quoi sert-il donc d'envoyer des démocrates-chrétiens au pouvoir s'ils se comportent comme des supplétifs des positions athées dans les assemblées parlementaires et au gouvernement ?

Si ces démocrates-chrétiens étaient authentiquement chrétiens, leur poids dans le gouvernement, dans un cas comme dans l'autre, leur permettraient d'exercer un veto et de peser sur l'attitude de leurs partenaires gouvernementaux. Mais non, à chaque fois, c'est l'inverse. Les démocrates-chrétiens se montrent alors plus scrupuleusement respectueux du parlementarisme qu'à l'habitude et ne cherchent à exercer aucune influence dans ces débats éthiques, sachant pourtant fort bien que dans ces conditions la tendance athéiste l'emportera. Pire, ce sont alors ces mêmes Premiers ministres démocrates-chrétiens qui se permettent de tancer publiquement leur monarque pour avoir osé exprimer un désaccord avec les choix des hommes politiques et rappeler quelques valeurs morales élémentaires bien supérieures aux considérations bassement électoralistes des partis et de leurs obligés. Et à chaque fois les politiciens ferment le dossier grâce à une scandaleuse pirouette : une modification de la constitution afin de restreindre les pouvoirs de leur monarque.

Ces deux exemples doivent servir de leçon pour tout électeur chrétien soucieux d'envoyer dans les assemblées des élus qui défendront des valeurs éthiques et morales conformes à la doctrine de l'Eglise.

Alain Escada,

président de Belgique et Chrétienté,

président de France Jeunesse Civitas

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 8 DECEMBRE 2008

SARKOZY ET SES TUYAUTERIES

Donc le président jogger a attrapé à Douai une nouvelle fois le micro pour proclamer un énième plan dénommé plan de relance et sorti tout droit d'un de ses multiples cerveaux, puisque, grâce à son épouse, nous savons qu'il a de multiples cerveaux, alors que nous avons tous tant de mal à nous débrouiller avec un seul cerveau.

Dans toutes les annonces, l'on retrouve son penchant naturel vers le socialisme c'est-à-dire l'intervention de l'État à tous les niveaux, à tous les instants et dans tous les détails de la vie courante.

D'abord on nous annonce une nouvelle giclée de lois. La loi n'a jamais créé la richesse et, au contraire, elle la détruit de diverses façons ; une loi ne s'accompagne que de décrets-lois et de circulaires qui mettent du temps à sortir et qui sont inévitablement contradictoires ; un tiers des lois votées depuis un an et demi ne sont pas en application aujourd'hui. La loi conduit à des coûts insupportables d'interprétation et de gestion pour les entreprises et les particuliers avec au bout du compte la perspective de contentieux multiples ; enfin la loi est indéfiniment incertaine car elle bouge sans cesse. Le nouveau plan de relance n'y échappe pas. Il prévoit dès maintenant des périodes transitoires puisque certaines des mesures envisagées ne doivent durer que pendant l'année 2009. Les entreprises et autres acteurs de l'économie ont un besoin urgent de stabilité et non pas de jogging permanent.

Le nouveau plan rajoute un étage supplémentaire à l'immense usine à gaz administrative dans laquelle la France se débat. J'ai montré dans plusieurs livres que l'effet de ruine, conséquence inévitable du dirigisme, venait, entre autres causes, de la création, la

multiplication, l'enchevêtrement de ces innombrables usines à gaz administratives formant des galaxies et des galaxies de galaxies.

Cette horreur n'est pas un hasard mais une nécessité dès lors que le pouvoir actuellement en vigueur ne veut pas détruire le socialisme mais simplement le gérer, courant sans cesse après les calamités qu'il organise ou tolère lui-même et prétendant les corriger à chaque fois en mettant une nouvelle couche de réglementations, elles-mêmes nageant dans la brume d'incertitudes juridiques multiples.

Les usines à gaz du temps jadis étaient fort compliquées avec une foule de mannettes, de compteurs, de tuyauteries et les usines à gaz d'aujourd'hui ne doivent guère être plus simples. Dans ces usines à gaz, les robinets, les compteurs, les tuyauteries fonctionnaient correctement. Il était clair qu'elles ne pouvaient créer du gaz s'il n'y en avait pas.

Dans les usines à gaz administratives, on ne sait jamais si un robinet ou un compteur marche car il faut attendre non seulement des kilos de textes mais aussi des jurisprudences incertaines et les tuyauteries sont partout contradictoires. L'énarchie qui règne autour de Mme Christine Lagarde nous promet entre 80 et 110 000 emplois de plus et un supplément de croissance de 0,8 à 1% de PIB ; quel crédit accorder à une telle promesse ? Une prime à la casse pourrait soi-disant conduire à des achats d'automobiles ; au même moment et dans le même projet l'on bride l'industrie automobile en préconisant des voitures propres : que veut dire l'expression « voiture propre » ? Nous sommes frappés cruellement d'un impôt parce que nous achetons une voiture prétendue sale : sommes-nous devenus de sales conducteurs ? À force de se ramifier l'usine à gaz universelle devient contradictoire par nature.

Quelques mesures, de-ci de-là, donnent de la monnaie aux consommateurs comme si des millions de foyers déclenchaient des achats, qui enchanteraient les producteurs, qui embaucheraient davantage : bienvenue aux voitures indiennes et chinoises à bas prix qui arriveront justement à point nommé !

Il nous est promis de déclencher des investissements, mais ce sont des investissements publics. L'effet recherché ne peut être que fort loin dans le temps avec tous les gaspillages auxquels nous sommes habitués dans les investissements publics. Ces investissements, quels qu'ils soient, reposent sur des firmes dont une grande partie de l'activité se déroule à l'étranger : les sous-traitants dans des pays lointains peuvent se frotter les mains.

Il est décidé, en particulier, de construire quatre lignes de TGV supplémentaires ; les connaisseurs savent que les TGV jouent un rôle important dans la ruine de la SNCF, comme d'ailleurs la Cour des Comptes l'avait remarqué dans un chapitre d'un de ses rapports ; la ruine de la SNCF est une cause majeure dans la ruine générale de la France.

Chemin faisant, l'on va créer de nouveaux organismes comme un fonds de 300 millions d'euros destiné à la restructuration de la filière automobile alors que l'État dispose déjà de multiples organisations pour investir là où il veut investir.

Comme les Américains ont eu tort de le faire, le pouvoir va promouvoir des achats de logements par des publics qui ne devraient pas être encouragés dans ce sens : telle est la signification du doublement du prêt à taux zéro ; le socialisme se caractérise toujours par le mélange des objectifs et, ici, l'action sociale est mélangée avec une opération financière.

Évidemment, le robinet des dépenses est largement ouvert : 26 milliards. Il pleut des milliards comme « il pleut sur la ville ». La presse officielle se contorsionne pour faire croire que l'on trouvera ces milliards sans faire de tort à personne ; or, dès à présent, il est prévu que le déficit budgétaire frôle les 4 %. Que ces milliards se transforment en déficit budgétaire ou en emprunts cela ne change rien au problème fondamental.

Le chef-d'oeuvre absolu de gribouille au pouvoir est la nomination de Monsieur Patrick Devedjian au poste nouveau de « ministre de la relance », hochet de grâce et de faveur offert avec notre propre argent. S'il existait dans la presse un duc de Saint-Simon, il se serait étourdi dans les adjectifs : fantastique, féerique, magique... .

Il y a, déjà, sauf erreur ou omission, 38 ministres, secrétaires d'État ou sous-secrétaires d'État et il va s'ajouter un 39^e personnage autour de la table. Parmi les 38 déjà existants il se compte un grand nombre de dignitaires intéressés aux affaires économiques dont justement la même Christine Lagarde : sont-ils tous des incapables pour que l'on ajoute un ministre spécial pour faire leur travail ? la cacophonie règne déjà entre eux puisqu'une foule de réunions interministérielles sont nécessaires pour régler les problèmes insolubles de frontières et les collisions permanentes.

Il existe aussi, paraît-il, un premier ministre qui a au moins un vrai travail pour tenter de concilier l'inconciliable. Le nouveau ministre de la relance va-t-il être un premier ministre de remplacement ? Bien entendu, il est à peine besoin d'évoquer la valse des millions d'euros nécessaires pour rémunérer son cabinet pléthorique et lui trouver un bureau prestigieux et digne de ces fonctions. Déjà Paris bruisse de rumeurs sur l'endroit où ce nouvel Auguste pourrait se poser... .

Rappelons également qu'il existe des petits déjeuners directionnels dont les heureux participants ne se gênent pas pour court-circuiter tous les autres. Quant au gouvernement bis logé à l'Élysée, il s'active sans cesse même quand l'hyper président vole vers des contrées lointaines.

Pour mémoire, nous rappelons que la Suisse qui se tire très honorablement de cette crise ne compte que sept ministres ; ces ministres n'ont chacun que trois membres du cabinet et n'ont pas de voitures de fonction.

Devant ce désastre, il est permis de s'interroger : que ferait en telle occurrence un gouvernement libérateur, car il faudra bien arriver à une véritable libération ? L'objectif serait de libérer sans délai aucun les forces productives du pays que le pouvoir bride par ses multiples carcans : libérer de créer, de travailler, de gagner, de s'enrichir, d'épargner. Pour ce faire il pourrait se limiter, par exemple, à quatre champs d'action parmi d'autres : investissements, code du travail, logement, impôts.

Dans chacun de ces domaines, il dispose d'un catalogue considérable de mesures à prendre pour débloquer le situation et sa marge de manoeuvre est immense contrairement aux mensonges officiels à ce sujet. Si les énarques ne connaissent pas le catalogue ou ne veulent pas le connaître, quelques appels téléphoniques aux bonnes adresses pourraient mettre le catalogue à leur disposition.

Il faudrait dans le catalogue choisir des mesures à effet absolument immédiat et massif : pas de lois nouvelles, mais abolition de paquets de lois.

Le Président dispose encore, c'est surprenant, d'une cote de popularité honorable et, à coup sûr, d'un talent oratoire évident sachant, à l'occasion, transformer les vessies en lanternes. Il saurait trouver les mots pour dire aux Français, enfin, la vérité en énonçant alors un véritable plan de relance.

Aujourd'hui hélas et comme dans la chanson, ce n'est qu'un rêve, ce n'est qu'un joli rêve...

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il y a des problèmes dans la diffusion des flashes. Certains destinataires ne les reçoivent pas.

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne les reçoivent pas de les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

VOIR POUR ENTRER DANS LE VIF DU SUJET

LIRE LE LIVRE

ET SI LA FRANCE SE METTAIT A REVER

(comment retrouver la prospérité) (Odilon-Media) (20 €).

Il se trouve exclusivement

à la librairie DUQUESNE DIFFUSION, 27 avenue Duquesne 75007 PARIS,

tel : 01 45 55 87 55.

LA RUPTURE AVEC LE SOCIALISME DOUBLERAIT LA RICHESSE

NATIONALE EN HUIT ANS.

CITATIONS

JEAN ARTHUIS :

« Je me méfie du capitalisme d'Etat : l'Etat actionnaire, c'est le mélange des genres.

BRICE HORTEFEUX :

« Nos politiques d'intégration sont à bout de souffle ...En France, on a englouti des millions d'euros sans succès »

REVUE DE PRESSE

LES RECASEMENTS MAGNIFIQUES

La presse nous rappelle que Monsieur Jean-Pierre Jouyet est secrétaire d'État aux affaires européennes, poste dont la France n'a nullement besoin ; il paraît, qu'après la fin de la présidence française, ce Monsieur risquait de s'ennuyer. Et il se prépare d'ores et déjà à retomber sur un fauteuil en or massif : c'est la direction de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF)

LE GASPILLAGE DES COLLECTIVITES

Il est connu que les collectivités territoriales sont le siège de gaspillages mémorables. La ville de Boulogne s'est signalée particulièrement. Le nouveau maire succédant à Jean-Pierre Fourcade, Pierre-Christophe Baguet, a fait récemment des découvertes sur un personnel tout à fait superfétatoire : les dépenses de personnel sont de 93 millions d'euros sur les 157 millions de dépenses de la ville soient plus de 58 % : il est souvent noté que la tendance naturelle des systèmes socialistes est de conduire finalement à tourner toujours dans le sens exclusif de l'intérêt des dirigeants et du personnel.

Il existe en particulier à Boulogne des primes tout à fait comiques. Par exemple il y a une « prime de fonction de résultats sur la manière de servir » et une autre : « cumul des heures supplémentaires et de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires. » Il ne faut pas oublier la prime « de présentésisme » : si l'on comprend bien il s'agit de récompenser seulement les gens parce qu'ils viennent au travail !

BREVES ET LONGUES

FLAT TAX

Il est souvent question dans le milieu des économistes libéraux d'un projet de flat tax à la française : c'est une taxe sur tous les revenus quels qu'il soit et ceci à un taux absolument uniforme. D'après certains calculs cela pourrait être de 10 % en France et cela supprimerait tous les régimes d'exception, toutes les taxes et impôts de nature différente. Le projet a été essayé dans certains pays. Il a pour avantage de simplifier énormément la fiscalité, de gagner du temps de déclaration et de libérer l'économie, car une fois payés les 10 % tout le reste appartient aux contribuables.

Un autre projet irait encore plus loin : c'est l'impôt de capitation. Toute personne quelle qu'elle soit paierait un impôt unique et cela supprimerait tous les autres impôts dans tous les détails de la vie jusque probablement la TVA.

Ces idées sont évidemment extrêmement intéressantes mais il faut considérer qu'auparavant il faut libérer l'économie.

En effet, si l'on ne libère pas l'économie au préalable les discussions seraient interminables et les phases de transition s'étaleraient sur des années, sans jamais la certitude d'aboutir étant donné la coalition des intérêts qui s'élèveraient contre le projet.

Il faut donc d'abord libérer la France de l'État et ensuite, pour les quelques dépenses restantes, l'on pourrait effectivement envisager la flat tax et même l'impôt de capitation ;

L'IMPOSTURE DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

En fait il s'agit d'une imposture dont la finalité réelle mais jamais avouée est de consolider le pouvoir des écolos et de ce fait leur richesse. Mais dans l'imposture globale il y a trois impostures de détail. D'abord il n'est pas du tout sûr qu'il y ait réellement un réchauffement climatique. Ensuite contrairement à la prétention des écolos il n'est pas sûr que, s'il y a réchauffement, il soit dû aux activités humaines : le soleil joue un rôle majeur dans l'évolution du climat. Et enfin pour lutter contre tous les phénomènes supposés l'on s'attaque aux seules émissions de CO2.

Dans toute action dirigiste, le bon plaisir des manipulateurs du sommet est l'essentiel. Cela apparaît clairement avec le rôle du méthane. En effet les scientifiques pensent que le méthane joue un rôle aussi majeur que le CO2 ans le prétendu mais pour des raisons diverses et variées on ne veut pas en parler : ce serait, en effet, s'attaquer en particulier aux vaches qui, par leurs flatulences, comptent pour beaucoup dans les émissions de méthane. Pourrait-on demander à l'Inde d'envoyer au bûcher ses millions de vaches sacrées ?

UNE ERREUR DE BERCY

Tous nos lecteurs savent que trop de lois tuent la loi. Le gigantesque édifice de lois, de décrets-lois, de circulaires comporte nécessairement des contradictions internes nourrissant ensuite des procès et des contentieux. Mais en plus il y a les erreurs matérielles et Bercy vient de se signaler : ce n'est pas la première fois que les richissimes dirigeants de l'horrible bâtiment font des erreurs matérielles. En effet selon la loi LME, les projets de commerce « portant sur une surface de vente inférieure à 1000 m² » ne sont plus soumis à l'examen par une commission d'équipement commercial. En fait la circulaire d'application a été mal rédigée et les grandes surfaces se sont engouffrées dans la brèche et ont pu créer ainsi un million de mètres carrés supplémentaires, ce qui était le contraire de l'objectif officiel qui était d'encourager de plus petits commerce.

Si l'Etat ne s'arrogeait pas le droit d'autoriser les créations de commerce, il n'y aurait pas de tels problèmes de contradictions.

LE CAPRICE DES JUGES

On pourrait avoir parfois l'impression que les juges se vengent pour des raisons obscures de leurs victimes. Monsieur Vittorio de Filippis est un ancien directeur du quotidien libération pour lequel nous n'avons évidemment pas beaucoup de sympathie. Néanmoins, pour une banale affaire de prétendue diffamation, il a reçu un mandat d'amener avec irruption dans son logement tôt le matin et il a été emmené, manu militari, devant ses enfants mineurs dans une voiture où il a été menotté ; ensuite fouille au corps et interrogatoire par un juge d'instruction pendant plusieurs heures.

Le pire est que la prétendue diffamation avait été faite par un internaute, le quotidien libération ayant un site que cet internaute fréquentait.

Bien sûr nous ne saurons jamais le fin mot de l'affaire, mais elle pose la question de l'intelligence des juges.

La justice est encombrée en dépit du bon sens ; la difficulté pour recevoir justice est d'une complexité effroyable et conduit à des délais et frais inadmissibles. Dans ce contexte, un juge a trouvé malin de déranger toutes les forces de police pour attaquer ce journaliste et ensuite il a eu le temps de passer plusieurs heures avec lui, ceci pour une affaire vraiment mineure.

Comprenne qui pourra.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

LA PERMANENCE DES IMPOTS ET LE DUC DE SAINT-SIMON

Tout se trouve chez Saint-Simon, y compris du Bastiat avant Bastiat. En 1709 pendant la petite glaciation, il y eût un terrible hiver. Dans ses mémoires, le Duc de Saint-Simon montre comment les impôts tarirent la charité privée et comment ils furent prolongés après la fin de la catastrophe.

"Il ne se peut dire comment tant de misère échauffa le zèle et la charité ni combien immenses furent les aumônes ; mais, les besoins croissants à chaque instant, une charité indiscreète et tyrannique imagina des taxes et un impôt pour les pauvres. Elles s'étendirent

avec si peu de mesure, en sus de tant d'autres, que ce surcroît mit une quantité de gens plus qu'à l'étroit au-delà de ce qu'il y étaient déjà, en dépitèrent un grand nombre, dont elles tarirent les aumônes volontaires : en sorte qu'outre l'emploi de ces taxes peut-être mal gérées, les pauvres en furent beaucoup moins soulagés. Ce qui a été depuis de plus étrange, pour en parler sagement, c'est que ces taxes en faveur des pauvres, un peu modérées, mais perpétuées, le Roi se les est appropriées, de sorte que les gens des finances les touchent publiquement jusqu'à aujourd'hui comme une branche des revenus du Roi, jusqu'avec la franchise de ne lui avoir pas fait changer de nom''

VERSAILLES

**Communiqué de presse
du 2 décembre 2008**

S.A.R. le prince Charles-Emmanuel de Bourbon-Parme fait valoir ses droits à faire cesser l'atteinte à l'œuvre, à la mémoire de Louis XIV et de Marie-Antoinette dans les grands appartements royaux de Versailles.

Le Prince Charles-Emmanuel de Bourbon-Parme rend publique la lettre qu'il a adressée au Président de la République, le 18 novembre dernier, pour lui demander de faire cesser le trouble manifeste que provoque la profanation de l'œuvre et de la mémoire de ses aïeux, organisée actuellement dans les Grands appartements du Roi-Soleil, et de faire procéder au retrait des objets de scandale et de dérision qui les occupent indûment, au plus tard le 14 décembre 2008, date initialement annoncée pour la fin cette « exposition ».

Il constate qu'à la quasi unanimité, les touristes et les personnes les mieux placées pour en juger, au château comme à l'extérieur et à l'étranger, s'accordent sur le fait qu'au regard de la nature du lieu et du devoir de mémoire, cette exposition promotionnelle n'a aucunement sa place dans le saint des saints des appartements royaux ; que cette exposition, se qualifiant elle-même de « clownesque et pleine d'allusions sexuelles », ne vise à rien de moins qu'à se moquer, à ridiculiser et à dénaturer l'œuvre d'art et de mémoire de chaque pièce, comme de l'ensemble ; que l'intention suprême de profanation et de dérision se manifeste d'une manière particulièrement affichée et provocante vis-à-vis de l'image de Louis XIV, de l'emblème de sa personne et de son œuvre, et de Marie-Antoinette comme de la femme en général.

A l'évidence, toutes ces profanations de l'image et de la mémoire de ses aïeux - et de la femme en tant que telle - ne laissent aucun doute sur l'intention de dénaturation et de profanation organisée au nom de l'Etat et à la stupéfaction du monde entier ; la prolongation annoncée jusqu'au 4 janvier 2009 de cette exposition à caractère pornographique affichée, et ceci durant les fêtes de Noël, en dépit des engagements et des protestations de toutes parts, apparaissant comme une nouvelle provocation.

C'est donc à titre strictement familial, mais conscient de porter ainsi le sentiment général des Français et des étrangers des cinq continents amoureux du château de Versailles, que S.A.R. le Prince Charles-Emmanuel de Bourbon-Parme a décidé, en tant que descendant en droite ligne de Louis XIV et de Marie-Antoinette, investi du devoir de défendre ses aïeux comme tout français, de faire valoir ses droits pour que cesse enfin l'atteinte à l'image, à la mémoire et à l'œuvre de Louis XIV et de Marie-Antoinette, organisée par l'Etablissement Public du Musée et du Domaine national de Versailles, dans les Grands Appartements royaux du châteaux, visités tous les ans par des millions de touristes venant du monde entier.

Il engage donc une procédure contre l'Etablissement Public et répondra aux questions le 11 décembre 2008, à l'Hôtel de France, à Versailles place d'armes, 5 rue Colbert, à l'issue de sa conférence lors de la soirée de 20 h à 23 heures.

Contact presse : courrierposte@orange.fr

LA MACHINE A CREER DES PAUVRES

Voici un texte envoyé par François guillaumat.

<http://www.les4verites.com/La-machine-a-creer-des-pauvres-est-en-marche-2140.html>

**La machine à créer des pauvres est en marche
Guy Millière, Les 4 Vérités, 26 novembre 2008**

Comment régler les problèmes créés par l'interventionnisme étatique ? Par davantage d'interventionnisme étatique, bien sûr ! Si vous n'y aviez pas pensé, la plupart des dirigeants du monde y ont pensé pour vous. Et, comme les mêmes causes produisent les mêmes effets, on peut s'attendre à ce que la récession économique qui commence dure et persiste jusqu'au moment où elle aura produit toutes les dévastations qu'elle porte en germe.

Qui osera rappeler que l'enclenchement de tout cela est venu d'un ensemble de décisions ineptes et de bricolages dangereux ? Qui osera dire que les lois dites « sociales » sont, le plus souvent, intrinsèquement perverses et produisent en général tôt ou tard l'inverse de l'effet qu'elles sont censées produire ? La lutte contre la pauvreté fait proliférer les pauvres. Le socialisme, écrivais-je voici quelques années, commence avec la promesse de la multiplication des pains et des brioches et s'achève avec la multiplication des indigents et des sans-abri.

Vous voulez obtenir la situation présente ? Votez une loi socialisante aux États-Unis appelée

le Community Reinvestment Act et veillez à ce que cette loi oblige les banques à accorder des prêts immobiliers à des gens insolubles. Ajoutez des agences para-étatiques, Fannie Mae et Freddie Mac, aux fins de garantir les prêts immobiliers douteux. Demandez à la Réserve Fédérale de fixer ses taux d'intérêt en dessous du taux de l'inflation pour être sûr que la pâte monte bien. Attendez que les banques intègrent les prêts ainsi consentis à des produits financiers et les revendent sur toute la planète.

Comptez sur l'effet d'imitation et de contamination. Attendez les résultats. Quand les prix de l'immobilier, après avoir été artificiellement gonflés par une demande survitaminée, s'effondrent et que les produits financiers qui ont été créés perdent l'essentiel de leur valeur et deviennent invendables, vous touchez au but.

Après quelques faillites bancaires et une défiance généralisée qui paralyse l'activité économique, dites que tout cela, c'est la faute au « capitalisme sauvage » et au « libéralisme ». Soyez certains que les idiots, les opportunistes, ceux qui n'ont jamais rien compris à ce que Friedrich Hayek appelait l'ordre spontané évoqueront la nécessité de « mettre de l'ordre » en ajoutant de fortes doses de rigidité et de stérilisation.

Quand les idiots, les opportunistes et ceux qui ne comprennent rien sont assez nombreux, donnez-leur la parole abondamment dans les médias. Certains hommes politiques ne tarderont pas à leur emboîter le pas. Ils pourront se faire élire à la Maison Blanche. Ils pourront aussi parler depuis l'Élysée et appeler à une réunion planétaire de chefs d'États. Et ne vous étonnez pas si la situation passe du quasiment catastrophique au très catastrophique. Aujourd'hui, nous en sommes là.

Si Obama applique le programme sur lequel il a été élu, et s'il fait du Roosevelt ou du Keynes, comme il semble en avoir l'intention, le chômage aux États-Unis montera vers la barre des 10 %, le spectre de la grande dépression se profilera. L'Europe incluant plusieurs pays qui sont dans une situation financière bien plus préoccupante que les États-Unis, la dépression y sera plus forte encore. Si nous n'entrons pas dans une période de déflation et de protectionnismes en cascade, c'est que nous entrerons dans une phase de stagflation et de planisme planétaire sous l'égide de technocrates à la bruxelloise.

Ce qu'on peut souhaiter à l'heure actuelle est que cela ne débouche sur aucune guerre et aucun aventurisme politique, mais ce genre de souhait est rarement exaucé. Tôt ou tard, un assainissement se fera. On envisagera de rebâtir. On reparlera du libre marché et de ses vertus. Cela s'achève toujours ainsi. Ce que Sarkozy et ses comparses n'ont pas compris est que, lorsqu'on détraque le marché, il y a des conséquences et que, quand on détraque encore davantage le marché, les conséquences sont plus douloureuses encore. Je ne suis pas sûr qu'ils comprendront un jour.

Ce qui est triste est que des millions de gens vont souffrir et que, pendant quelque temps, lorsqu'ils chercheront à comprendre pourquoi ils souffrent, les explications viendront de charlatans. Lorsqu'ils chercheront une issue, on leur offrira des impasses. La connaissance économique existe : elle est scandaleusement inutilisée.

